

Post-Tana Regional Multi-Stakeholder Forum

Migration, Peace and Security: What Role for CSOs?

9 - 10 October 2019 Gorée Institute, Dakar



TANA FORUM
SECRETARIAT



**ATELIER DE FORMATION SUR
LE MONITORING DES
RÉSEAUX SOCIAUX**



**ATELIER DE FORMATION SUR LE
MONITORING DU PARRAINAGE ET
DE LA VIOLENCE**



ATELIER DE FORMATION SUR LE MONITORING DES MÉDIAS

DANS CE NUMERO

01 ATELIERS DE RENFORCEMENTS DE CAPACITÉ

L'Institut Gorée a entamé sa documentation du processus électoral de 2019 par l'organisation d'une série de renforcement de capacités en vue d'une élection présidentielle paisible, crédible et inclusive au Sénégal.

02 MISSIONS D'EXPERTISE ÉLECTORALE

Dans le cadre des élections locales du 30 juin 2019, l'Institut a, du 27 juin au 03 juillet, déployé une mission d'expertise électorale qui s'inscrivait dans la continuation des ...

03 PARTENARIATS

Le Gorée Institute : Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture en Afrique, l'Institut d'études sur la paix et la sécurité (IPSS) et l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) (ONU) ont organisé ensemble le Post Tana Forum, les 09 et 10 octobre 2019

04 PUBLICATIONS

Le Gorée Institute a procédé à la publication de deux ouvrages : « Leadership des femmes dans la prévention des conflits en Afrique de l'Ouest » qui dresse une série de portraits de ...

05

TANA POST FORUM 2019 SUR MIGRATION, PAIX ET SÉCURITÉ

06 PERSPECTIVES

07 DANS LES COULISSES

POST TANA FORUM 2019 SUR LA MIGRATION, PAIX ET SÉCURITÉ

Dialogue multipartite entre Gorée Institute, IPSS et IDEP sur le rôle des OSCs dans la Migration, la Paix et la Sécurité

Le Gorée Institute : Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture en Afrique, l'Institut d'études sur la paix et la sécurité (IPSS) et l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) (ONU) ont organisé ensemble le Post Tana Forum, les 09 et 10 octobre 2019. Il s'agit d'un dialogue multipartite de deux jours sur le thème : "Migrations, Paix et Sécurité : quel rôle pour les Organisations de la Société Civile (OSCs) ? ». En effet, bien que l'Union africaine (UA) et les États membres aient adopté un cadre politique ambitieux sur la libre circulation à travers le continent connu sous le nom de Protocole relatif à la Libre Circulation des Personnes, celui-ci, malgré les progrès, n'a pas encore été pleinement adopté. Une approche plus accommodante et stratégique qui protège les droits humains des migrants et des réfugiés et leurs droits fondamentaux dans les pays de destination, de transit et d'origine, qui cultive un environnement dans lequel les pays bénéficient de la migration, fait défaut. L'absence de dialogue entre les acteurs, aussi bien étatiques que non étatiques, et les acteurs externes, y compris les États membres, l'UA et les organisations régionales, a également contribué à ce défi.



Ainsi, à travers ce Post Tana Forum, le Gorée Institute et ses partenaires ont évalué la situation de la migration et des déplacements en Afrique et les défis à relever, discuté des approches stratégiques protégeant les droits humains des migrants et les réfugiés et leurs droits fondamentaux dans les pays de destination, de transit, d'origine, mais aussi cultivé un environnement permettant aux pays et aux communautés de bénéficier de la migration grâce à des lois applicables au niveau local. Le Post Tana Forum tenu sur l'île de Gorée a permis d'identifier le rôle critique des Organisations de la Société Civile (OSCs) sur le sujet.

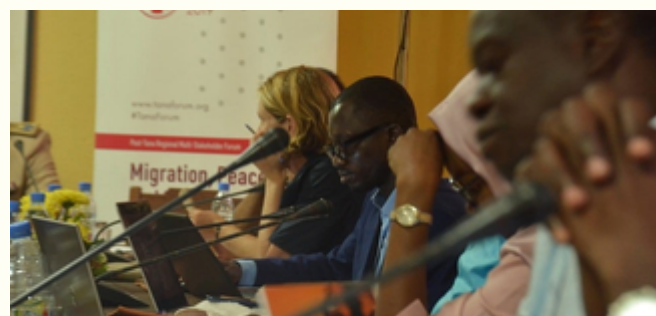
TANA FORUM 2019
www.tanaforum.org
#TanaForum

Post-Tana Regional Multi-Stakeholder Forum

Migration, Peace and Security: What Role for CSOs?

9 - 10 October 2019 | Gorée Institute, Dakar

IPSS | TANA FORUM SECRETARIAT | GORÉE INSTITUTE | IDEP | ECA



Le dialogue qui a été proposé a aidé les parties prenantes à analyser les migrations et la libre circulation des personnes au niveau de l'intégration régionale et à aborder les avantages et les inconvénients du discours actuel à ce sujet, ainsi qu'à apporter des recommandations pratiques applicables à l'UA, aux États membres, aux CER / MR et aux autres parties prenantes travaillant sur le sujet et sur des domaines connexes. Il s'est tenu sous forme de consultations politiques et techniques aboutissant à des recommandations pratiques et des possibilités de réseautage effectif pour les différents acteurs œuvrant dans le domaine de l'intégration régionale, de la migration et de la ZLEC.

Représentants d'États membres de l'UA, de la CUA, des CER/MR, des experts, la société civile, des universitaires, ainsi que des partenaires de développement ont pris part aux débats qui étaient en direct sur les plateformes de réseaux sociaux d'IPSS et du Forum de Tana. Au finish, un document final a été partagé avec la communauté œuvrant dans le domaine de la paix et de la sécurité.



ATELIERS ET RENFORCEMENT DE CAPACITÉS

Atelier de formation sur le Monitoring des réseaux sociaux

L'Institut Gorée a entamé sa documentation du processus électoral de 2019 par l'organisation d'un atelier sur le monitoring des réseaux sociaux, les 02 et 03 novembre 2018, en vue d'une élection présidentielle paisible, crédible et inclusive au Sénégal. En partenariat avec le Réseau des Blogueurs du Sénégal (RBS), l'Institut a mis en place un dispositif d'observation et de monitoring efficace et opérationnel du scrutin présidentiel du 24 février 2019. Ainsi, les blogueurs, bien au fait des enjeux de la communication digitale, ont été initiés aux techniques de recueil, d'analyse et de productions de données. Ce qui a permis de produire, sur la période de novembre 2018 à avril 2019, des rapports périodiques renseignant sur le rôle et l'impact des réseaux sociaux sur le processus électoral sénégalais. Et pour offrir aux moniteurs des réseaux sociaux la possibilité de déceler les difficultés rencontrées dans leur travail de monitoring, leur formation a été renforcée par la tenue d'un atelier de recadrage, le 16 janvier 2019.



Cela, dans le souci d'amélioration du travail des blogueurs dans la perspective d'une meilleure qualité de monitoring et d'analyse. A travers cette deuxième phase de renforcement, les formateurs ont rappelé aux moniteurs/blogueurs les principes du monitoring, la revue des enjeux et des défis des réseaux sociaux, mais également la présentation du premier rapport.

Atelier de formation sur le Monitoring du parrainage et de la violence électorale



Dans la même dynamique de contribuer à un processus électoral paisible, libre, crédible et inclusif, une formation en monitoring du parrainage et de la violence s'est tenue du 06 au 13 novembre avec 100 observateurs issus de toutes les régions du Sénégal et que le Gorée Institute a déployés sur le terrain avant, pendant et après le scrutin de février 2019.

Les moniteurs ont été initiés au système de monitoring des violences électorales, à l'identification de la violence, électorale et à la procédure de monitoring de la violence. Ils ont également été formés sur les facteurs d'incident, la notification de la violence électorale et la vérification des incidents. Compte tenu du nombre important de moniteurs, la formation s'est faite en différentes phases. En effet, après le groupe de Dakar, Gorée Institute a successivement accueilli les moniteurs issus des régions de Diourbel, de Thiès, de Saint Louis et de Kaolack avant de boucler avec ceux des régions du Sud du pays (Ziguinchor, Tambacounda, Kédougou, Sédhiou, Kolda) et du centre (Fatick, Louga et Kaffrine). Au cours de la formation, les observateurs se sont soumis à des exercices pratiques sur les incidents de violence, avant d'entamer la dernière phase du monitoring qui a été consacrée à l'introduction sur la loi de parrainage, le code de conduite du moniteur et les dispositions pratiques telles que les logistiques et les déploiements. Formation close par la remise de certificats.



Atelier de formation sur le Monitoring des médias



Soucieux de la qualité de la couverture médiatique en période électorale, le Gorée Institute a inclus le monitoring des médias dans son large programme d'observation et de monitoring de l'élection présidentielle sénégalaise avec la formation de trente (30) étudiants du Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI), les 26 et 27 janvier 2019. Les étudiants en Licence 3 du CESTI ont été formés au monitoring des médias et aux techniques de remontées des informations via une plateforme technologique. Des sessions de formation ayant porté sur le rôle des médias dans la gouvernance démocratique, avec une analyse du paysage médiatique et de son impact sur le processus politique en cours. Avec ces jeunes professionnels des médias, l'Institut a pu mettre en place un Projet de monitoring des médias et disposer d'un outil de plaidoyer dans une perspective de contribuer à l'approfondissement du débat démocratique sous le prisme des médias. A travers ce monitoring, l'Institut a effectué une analyse quantitative des éléments tels que l'éthique, l'équilibre, les stéréotypes, etc. Ce qui a permis au Gorée Institute de comprendre les tendances dans les médias à partir d'une exploitation détaillée de leurs contenus, de disposer d'un instrument de veille démocratique, de pouvoir comparer les tendances des médias entre différentes périodes et avoir un aperçu sur la manière dont certaines questions, certains groupes, certains pays sont représentés.

En plus des monitorings des réseaux sociaux, de la loi sur le parrainage et de la violence, le Gorée Institute, tenant compte des facteurs d'instabilité électorale pouvant découler de la manipulation et des prises de partie dans le traitement de l'information, a intégré dans son programme le module du monitoring des médias pour parer à une mauvaise couverture de l'information relative à l'élection présidentielle sénégalaise du 24 février. En effet, il importe de rappeler qu'historiquement, les médias au Sénégal ont participé à tous les débats politiques ainsi qu'à la plupart des combats ayant permis d'engranger des acquis démocratiques. C'est ainsi qu'une partie du sursaut démocratique ayant permis l'alternance de 2000 leur fut imputée fort de la transmission en temps réel des résultats. Mais, cette vitalité, ce foisonnement et cette contribution de la presse dans les acquis démocratiques au Sénégal renfermant plusieurs travers, la revendication à la contribution dans l'approfondissement de la démocratie au Sénégal semble légitimer certaines pratiques au sein de la presse. D'autant que la reconfiguration de l'espace public, au lendemain du processus électoral de 2012, renseigne à souhait sur la complexité des rapports entre l'espace politique et celui des médias, avec un brouillage des interrelations rendant ainsi « illisibles » les rapports média/pouvoir politique et qui pourraient impacter négativement le comportement de ces médias dans les futures échéances électorales.



Appui technique au Groupe de travail Femmes Jeunes Paix et Sécurité

En marge de l'élection présidentielle du 24 février 2019, cinquante (50) observateurs nationaux ont été formés le 18 février 2019 au Gorée Institute qui a apporté ainsi son appui technique au Groupe de Travail Femmes Jeunes Paix et Sécurité (GTFJPS) qui a eu l'initiative, avec l'appui financier de UNOWAS. Les observateurs essentiellement composés de femmes et de jeunes issus de Dakar et de l'intérieur du Sénégal ont été initiés aux différents types et catégories d'observation électorale, ainsi qu'aux principes directeurs de l'observation des élections. Ils ont été imprégnés des grandes étapes d'un processus électoral avec un focus sur l'organe de gestion des élections et l'agencement institutionnel, mais aussi la définition du rôle et du profil de l'observateur, et du code de conduite des observateurs (ce qu'il faut faire-ce qu'il faut éviter-ce qu'il faut observer).

A travers cette formation, les jeunes et femmes observateurs ont pu se familiariser avec les documents et matériels essentiels pour l'observation des élections et à l'organisation et au fonctionnement du Bureau de vote,



avant d'assimiler l'étude des formulaires d'observation (ouverture, déroulement, dépouillement et clôture). Les questions pratiques et la remise des certificats ont mis fin à cette formation techniquement menée par l'Institut Gorée. De ces quatre (4) types de monitoring, l'Unité d'Assistance Electorale de l'Institut Gorée a, au total, produit huit (8) rapports disséminés et partagés avec les autorités étatiques, les politiques, les institutions et les citoyens.

Structure de veille électorale



Le jour du scrutin du 24 février 2019, le Gorée Institute, à l'instar d'autres acteurs non étatiques, a établi son Quartier Général (QG) au Radisson Blu Dakar dans le cadre de la Structure de veille électorale de la présidentielle de 2019.

En effet, pendant trois jours (samedi, dimanche et lundi) d'observation et de monitoring intense,

l'Unité d'Assistance Electorale (UAE) de l'Institut, grâce aux données remontées par ses observateurs formés et déployés sur l'étendue du territoire national, a procédé à une mutualisation des alertes et incidents pour avoir en temps réel le Climat électoral, cet indicateur qui permet d'apprécier les signes annonciateurs relativement à d'éventuels actes de violence sur le terrain. Avant, pendant et après le scrutin présidentiel du 24 février, l'UAE du Gorée Institute a poursuivi son travail de remontée en temps réel des informations relatives au climat de la tension électorale, à travers des analyses quantitatives et qualitatives en vue d'une réponse appropriée face à chaque situation. Et les remontées de données ont continué au lendemain même du scrutin. En effet, même après la proclamation des résultats provisoires, les moniteurs ont observé le climat de la tension le soir et le lendemain jusqu'à 12H. Dans le même sillage, la structure de veille a permis aux autres structures (organisations, ambassadeurs, médias) de pouvoir s'enquérir du modèle du Gorée Institute.

Participation à la Conférence de l'Observatoire « Femmes et Médias » sur la contribution des médias et des organisations féminines à la présidentielle de 2019



Le 11 avril 2019, l'Institut a pris part à la Conférence de l'Observatoire « Femmes et Médias » sur la contribution des médias et des organisations féminines à la présidentielle 2019. Le Gorée Institute a été invité à la conférence publique qui s'est tenue à EJICOM Dakar, organisée par l'Observatoire « Femmes et Médias » qui a magnifié ainsi l'initiative de l'Institut panafricain d'intégrer la question du genre dans ses différents monitorings, notamment le monitoring des médias qui a pu mesurer la portée de ceux-ci sur le processus électoral sénégalais. Cette rencontre d'échanges et de réflexion avait pour objectif de jauger la considération que les différents candidats avaient accordée aux problématiques du genre et des droits de la femme dans leurs programmes respectifs à travers les initiatives des organisations de la société civile à l'instar du Gorée Institute. L'objectif général de cet Observatoire mis en place dans le cadre du Projet « Femmes, Occupez les Médias » (FOM) dans 4 pays d'Afrique de l'Ouest était de sensibiliser les parties prenantes (médias, OSC et décideurs publics) sur la place des femmes dans le processus électoral et la prise en compte du genre dans la couverture des élections. Ci-dessous le document du Gorée Institute en guise de participation à la Conférence de l'Observatoire « Femmes et Médias ».

Les élections sont des moments majeurs dans la vie d'une démocratie. Moments intenses d'introspection, d'échange, d'émulation, mais également de débats et de confrontation idéologique.

Par ailleurs, il s'agit d'une réelle opportunité d'évaluation et d'appréciation des niveaux et types de participation politique des parties prenantes au processus politique. Le Sénégal a entamé l'ouverture au pluralisme politique bien avant son amorce en Afrique à la suite du discours historique de la Baule. Ainsi, l'élection présidentielle de 2019 reste un test d'approfondissement de sa démocratie, là où plusieurs pays africains en sont à la phase de consolidation. Cette donne, loin de constituer un satisfécit, constitue des défis énormes à relever dans plusieurs domaines. L'adoption de la loi sur la parité, mais également la ratification de plusieurs documents de promotion de la participation politique des femmes sont des opportunités importantes pour une implication qualitative des femmes dans les processus politiques, notamment au Sénégal. Egalement, il convient de souligner que l'élection est un moment d'actualisation ou de transmission de la légitimité populaire par un processus séquencé en plusieurs étapes, de manière encadrée. Ainsi donc, le principe de participation prend tout son sens et cette dernière doit être inclusive.

Pour le Gorée Institute : Centre pour la démocratie, le développement et la culture en Afrique, la prise en charge des besoins spécifiques des femmes est primordiale dans le travail de construction de démocraties viables en Afrique. Ainsi, dans la poursuite de sa mission et de ses objectifs stratégiques, l'Institut considère les femmes comme des partenaires clés, notamment en ce qui concerne la prévention des conflits et la consolidation de la paix à l'échelle continentale. C'est dans cet esprit d'ailleurs que son projet Femmes, Paix et Sécurité en Afrique de l'Ouest : « African Women in Action / Femmes Africaines en Action (AWA) a été mis en place. Et pour mieux cerner les obstacles résultant de la discrimination basée sur le genre, surtout en période électorale, l'Institut s'est doté de plusieurs outils lui permettant de faire le monitoring de tout le processus électoral en général et d'en mesurer, en particulier, la prise en compte du genre dans le processus, ce qui a permis de mettre en œuvre un Programme d'accompagnement électoral lors de l'élection présidentielle en 2019 au Sénégal.

Appui aux femmes de l'espace CEDEAO dans le renforcement institutionnel de leur Réseau



Du 15 au 17 avril 2019, la capitale sénégalaise a abrité l'atelier sous régional de production, de partage et de validation du statut et du plan stratégique du Réseau Paix et Sécurité pour les Femmes de l'Espace CEDEAO (REPSFECO) qui regroupe les quinze (15) pays de la CEDEAO, coordonne et optimise les rôles et initiatives des femmes dans la prévention des conflits, le maintien de la Paix et de la Sécurité, les opérations de reconstruction post-conflit et la promotion des droits humains, particulièrement ceux des femmes et autres groupes vulnérables, pour assurer une paix durable dans l'espace CEDEAO.

La dimension transnationale que revêtent les conflits internes, sources d'instabilité dans la plupart des Etats de la région et le terrorisme qui est venu aggraver les menaces sécuritaires, nécessite que des réponses soient apportées à un niveau régional. En effet, pour une résolution durable des crises, il est important que les femmes, qui sont les principales victimes de ces conflits, soient associées au processus de paix, y compris à la prévention, à la gestion, au règlement et à la reconstruction post-conflit, tel que préconisé par les Résolutions 1325, 1820, 2242 et 2250 du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Cela suppose que les femmes soient dotées de capacités leur permettant d'initier et de développer des actions significatives, pour un réel succès des efforts pour la paix. Ce qui se traduit naturellement par un programme de renforcement des capacités des femmes.

C'est dans ce cadre précis que les 15 sections nationales du Réseau Paix et Sécurité pour les Femmes de l'Espace CEDEAO (REPSFECO) ont tenu, à la Maison de la Presse sénégalaise, un atelier de planification stratégique.

Ainsi, pendant 3 jours, le Gorée Institute a appuyé cinquante (50) participants de cet atelier, issus pour la plupart des cellules nationales REPSFECO, du Système des Nations Unies, des organisations de la société civile et du Centre de la CEDEAO pour le Développement du Genre (CCDG) pour faire un état des lieux tant de l'organisation, de leurs réalisations, des défis, contraintes et perspectives. Il s'agira également d'apprécier le niveau de performance de l'organisation tant dans sa structuration que du point de vue des activités réalisées. Il a été question de définir un nouveau plan de stratégie adossé à un plan d'actions pour la réalisation de cette stratégie.

Cette initiative régionale visait à procéder au renforcement institutionnel du REPSFECO à travers une revue de ses réalisations, son niveau d'efficacité organisationnelle et la conception d'un plan de stratégie triennal pour une meilleure implication dans les processus de prévention des conflits et de consolidation de la paix conformément à son mandat. Spécifiquement, la stabilité institutionnelle du REPSFECO a été revue, de même que les outils comme le Cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO (CPCC), la R1325 et l'acte additionnel de la CEDEAO sur l'Egalité Homme Femme pour un développement durable. Par ailleurs, le plan stratégique triennal 2018-2020 du REPSFECO a été élaboré et validé, et un plan de développement de capacités organisationnelles réalisé. En outre, un plan d'action en lien avec le CPCC a été dessiné et la synergie d'action entre les membres du groupe renforcée. Cet atelier tenu à Dakar, avec l'appui technique du Gorée Institute, a permis au REPSFECO de revoir ses outils, d'élaborer et de valider son plan stratégique triennal 2019-2021, d'élaborer un plan d'action régional prêt à être mis en œuvre et de renforcer la synergie entre les différentes cellules.

Atelier d'échanges et de partage sur « les enjeux législatifs, environnementaux et économiques des ressources pétrolières, gazières et minières au Sénégal »



Au cours de l'année 2018, le Gorée Institute a mené une kyrielle d'activités allant dans le sens de promouvoir un partage juste et équitable des revenus tirés des ressources minérales et pétrolières du Sénégal. Entre autres actions, l'Institut panafricain a procédé à l'organisation d'un atelier de réflexion sur les enjeux et défis du dialogue inclusif sur les questions relatives à la gestion des ressources pétrolières et gazières au Sénégal, d'un atelier de réflexion sur les défis actuels de la réalisation de la justice fiscale dans le secteur extractif et d'un atelier de partage du rapport de conciliation ITIE 2017.

Le Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture en Afrique qui a fait de la bonne gouvernance des

ressources naturelles en Afrique une préoccupation majeure, a continué à s'inscrire dans cette même dynamique durant l'année 2019 : celle de favoriser la gestion transparente et équitable des ressources naturelles au Sénégal en constituant un cadre d'échanges et de partage sur toutes questions relatives à la gestion des ressources naturelles du Sénégal. C'est à cet effet que l'Institut Gorée a tenu, le 24 juillet 2019, un atelier d'échanges et de partage sur « les enjeux législatifs, environnementaux et économiques des ressources pétrolières, gazières et minières au Sénégal ». Un atelier à travers lequel le Gorée Institute a pu créer un débat ouvert et éclairé au profit des citoyens pour ainsi contribuer à l'amélioration de la gouvernance des ressources naturelles de manière transparente, inclusive et équitable. Cette initiative, conjuguée aux actions antérieures, érige l'Institut en instrument d'assemblage de connaissances émanant de recherches comparatives menées par diverses structures telles qu'institutions étatiques, organisations de la société civile, fondations et partenaires au développement, Réseau des Parlementaires pour la Gouvernance des Ressources Minérales, Secteur privé et bloqueurs et journalistes œuvrant pour la bonne gestion des ressources minérales afin de tirer d'eux le savoir nécessaire pour régir le secteur.

Atelier de formation sur le monitoring des zones d'exploitation des ressources minérales

L'atelier d'échanges et de partage sur « les enjeux législatifs, environnementaux et économiques des ressources pétrolières, gazières et minières au Sénégal » a été précédé par la formation de douze (12) moniteurs issus des différentes zones d'exploitation des ressources naturelles au Sénégal. Déjà familiers au Projet Gouvernance des ressources naturelles, au Cadre général de la gouvernance et des sites des ressources naturelles au Sénégal, les moniteurs ont été initiés aux techniques de collecte et à l'utilisation de l'application de remontées des données collectées, avant d'être soumis à des cas pratiques et simulations devant leur permettre d'entamer le monitoring. Un travail de terrain intense qui a duré plus d'un mois et qui s'est soldé par la production d'un rapport faisant état de la perception des citoyens sur l'exploitation et la gestion des ressources minérales



dans les régions de Thiès, Matam et Kédougou. L'Institut a aussi présenté aux experts son dispositif de monitoring et de plateforme technologique contribuant à analyser les politiques et pratiques auxquelles les différentes parties prenantes ont recours pour la bonne gouvernance du secteur minier.



Il a également renforcé les capacités des parlementaires sénégalais sur les questions liées à la justice fiscale, à la transparence et à la responsabilité, afin qu'ils soient plus autonomes et capables de mener des actions de plaidoyer efficaces pour une gouvernance transparente, inclusive et responsable. Loin de s'en arrêter là, le Gorée Institute prévoit, dans un avenir proche, de mettre sur pied un forum national multipartite annuel pour fournir un cadre de plaidoyer pour la gestion des besoins de la communauté et la prévention des conflits au niveau local.

A la lumière des diverses expertises et ressources des acteurs réunis par le Gorée Institute, force est de souligner que pour que l'exploitation des ressources naturelles puissent profiter à l'Etat et aux citoyens, des enjeux doivent être identifiés, des défis relevés et des pistes d'actions élaborées.

LA DIMENSION GENRE DANS LE MONITORING ÉLECTORAL

Dans le cadre de l'élection présidentielle 2019 au Sénégal, le Gorée Institute, avec l'appui financier de OSIWA, a mis en place un programme de monitoring, d'observation et de documentation du processus électoral. A cet effet, son Unité d'Assistance Electorale (UAE) a mis en place quatre (4) types de monitorings (Médias, Réseaux sociaux, Violence et Parrainage) en formant puis déployant plus de 100 moniteurs sur l'étendue du territoire national. Les différentes études menées sur le genre des acteurs politiques, spécifiquement celui féminin, sont une indication de l'intégration de la dimension genre dans le monitoring électoral.

Genre et parrainage

Le parrainage citoyen est une nouvelle disposition qui a impacté considérablement le dispositif juridique électoral au Sénégal. Le monitoring est l'outil qui a donné au Gorée Institute la possibilité de pouvoir mesurer l'implication des jeunes et des femmes dans ce processus, notamment son impact sur les comportements des électeurs et la perception de ces électeurs sur cette loi, avec le déploiement de 100 moniteurs sur l'ensemble du territoire national. Ce qui a ainsi permis de constater que 79% des observations montrent que les jeunes sont impliqués dans le processus de parrainage alors que cette proportion est de 82% pour l'implication des femmes. Une forte implication des jeunes et des femmes dans le processus du parrainage notée aussi bien au niveau de la capitale que dans les régions. L'activité de monitoring questionne pertinemment l'implication des femmes sur le terrain. Etant donné que le parrainage nécessite une mobilisation sur le terrain pour la sensibilisation, le recueil de signatures, le porte à porte, les tendances des données

dans le cadre de ce monitoring sur le parrainage sont compréhensibles. Aussi, il importe de préciser que l'élimination des candidates féminines à la candidature de la présidence de la République ne peut nullement être perçue comme un fait de la loi en elle-même, mais aux dispositions techniques (logiciel de sélection) utilisées lors du tri.





Genre et réseaux sociaux

Les réseaux sociaux peuvent être perçus comme des « médias alternatifs » pouvant constituer des opportunités d'expression sans processus de « validation » en amont à travers des processus de contrôle qualité, de censure ou d'auto régulation. Sous ce rapport, il est évident que la participation et les différents types de contribution qui s'y feront dépendront particulièrement des prédispositions des contributeurs à s'y investir, de leurs capacités à y porter des débats de qualité et des motivations à engager une grande part de l'opinion et des « suiveurs » dans les combats qui sont portés à travers ces contributions.

L'Institut a mobilisé dix (10) moniteurs des réseaux sociaux (qui sont des bloqueurs) formés en amont sur certaines techniques de recueil de données. L'objectif de ce monitoring étant de mesurer l'impact des réseaux sociaux sur le processus électoral, une large part est consacrée à l'étude de la place de la femme dans ces réseaux sociaux.

Ainsi, que ce soit les rapports partiels ou le rapport final du monitoring des réseaux sociaux, l'analyse qui en est faite révèle le même résultat : la marginalisation des femmes. Autrement dit, la faible présence des femmes sur l'échiquier politique au Sénégal.

L'étude sur l'utilisation des réseaux sociaux en période électorale indique que le rôle de la femme semble pour l'essentiel confiné à l'animation politique et moins au leadership politique, en dépit de l'existence de la loi sur la parité. Elle décèle une faible représentation du genre féminin aussi bien sur Facebook que sur Twitter. Sur ces 2 réseaux sociaux qui sont les plus usités en période de campagne, le genre masculin occupent 95% des publications. Ce qui a permis d'affirmer bien avant même la publication de la liste définitive des candidats que les femmes candidates à la présidentielle allaient être rares. Ce qui a été finalement confirmé. Le monitoring des réseaux sociaux confirme ainsi la réalité selon laquelle le genre masculin domine l'actualité politique en rapport avec l'élection présidentielle de 2019. Car le genre féminin n'occupe que 5% des publications analysées. Quant aux publications où interviennent plusieurs personnalités, elles occupent 16% des débats politiques sur les réseaux sociaux (illustration graphique à l'appui). Par ailleurs, si la présence du genre féminin est relativement basse sur Facebook, elle est quasiment nulle sur Twitter.

Genre et violence électorale

Les violences électorales durant tout le processus et le climat électoral qui y a prévalu ont pu être évalués grâce au monitoring de la violence électorale qui a été déroulé par le Gorée Institute sur une période de six (6) mois. En effet, il s'agit fondamentalement de prévenir, de circonscrire ou de résoudre des conflits électoraux, avec le déploiement de moniteurs de la violence sur tout le territoire national.

Par rapport au genre, l'Institut s'est intéressé aussi bien aux auteurs qu'aux victimes des violences électorales. Et les études menées en ce sens ont montré que par rapport au sexe des victimes, la majorité (75%) des actes de violences a touché aussi bien les hommes que les femmes.

En substance, il convient de retenir qu'aucun acte de violence basé sur le genre n'a été perpétré. Toutefois, si l'on élargit le spectre de la définition de la violence électorale, l'on peut évoquer une forme de violence symbolique qui s'est exercée sur les femmes en général du fait des imperfections de la loi sur le parrainage qui, à terme, a exclu toutes les femmes candidates à la candidature, privant ainsi aux débats, de pans entiers de contenus qu'auraient pu porter les femmes candidates.





Genre et médias

Les médias ont toujours occupé, dans le temps, dans l'espace et à travers les systèmes politiques (autoritaires, totalitaires), des places prépondérantes. Cette prépondérance des médias est allée en se renforçant notamment avec l'avènement de la démocratie qui postule la parole donnée au peuple, l'instauration de débats pour aider les citoyens à un choix éclairé. Par ailleurs, la bonne gouvernance étant consubstantielle à la démocratie, l'accès à l'information, principe central de bonne gouvernance, ne saurait être opérationnel sans des médias professionnels, libres et respectueux des principes d'éthique et de déontologie.

En partenariat avec le Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI), trente (30) étudiants ont été mobilisés dans le cadre du monitoring des médias pour permettre à l'Institut d'apprécier la manière dont les médias couvrent l'information en période électorale et surtout la place qu'ils accordent à la femme dans leurs grilles de programmes. La prise en compte du genre dans le traitement de l'information reste une préoccupation majeure pour l'Institut dans son évaluation de la qualité de la couverture médiatique de la campagne électorale dans les différents supports médiatiques que sont la télévision, la radio, la presse écrite et la presse en ligne. Les études menées à cet effet ont révélé une inégale répartition en défaveur des femmes. En effet, elles sont largement sous-représentées dans les médias dans une proportion de moins de 10% par rapport aux hommes. Et même dans le secteur de l'audiovisuel où elles semblent être plus présentes, elles peinent à atteindre les 15%.

En conclusion, il convient de dire que :

- La problématique de la participation politique des femmes est une question de fond nécessitant des réponses structurelles du fait des résistances multiformes quant à la réalisation d'une participation qualitative des femmes dans les processus politiques.
- L'accès à l'information concernant les données sexo-spécifiques, notamment sur le fichier électoral sénégalais, doit être promu pour faciliter certains choix de politiques publiques, l'élaboration de programme contribuant à améliorer la participation politique des femmes.

L'occupation des médias par les femmes ne doit pas être une fin en soi. Ce n'est pas tant l'occupation que la qualité de cette occupation qui semble importante. Pour l'atteinte de cet objectif d'une occupation de qualité des médias par les femmes, il faut en amont une bonne formation à adresser, au-delà des femmes, à toutes les parties prenantes aux processus politiques pour en faire des militants et des promoteurs des femmes pour une participation optimale aux processus de paix, de sécurité, de développement et de démocratie en Afrique.



PARTENARIATS

5ème Réunion régionale sur la Protection du patrimoine culturel subaquatique



Au mois de janvier 2019, le Gorée Institute a eu l'honneur d'abriter la 5ème Réunion régionale sur la Protection du patrimoine culturel subaquatique. Le Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest/Sahel qui a eu l'initiative a ainsi accompagné les pays bordant l'océan atlantique à créer des synergies en matière de formation, de protection et de sensibilisation sur le patrimoine culturel subaquatique, surtout en ce qui concerne les possibilités de développement.

Lancement officiel du Consortium Sénégal de la Commission africaine de la jeunesse



L'Institut qui a toujours pris en compte les préoccupations des jeunes a eu le plaisir d'accueillir le 27 juillet 2019 la Commission africaine de la jeunesse pour le lancement officiel du Consortium Sénégal. Une rencontre de la jeunesse africaine qui a regroupé plus d'une cinquantaine de jeunes issus de différents pays du continent.





MISSION D'EXPERTISE ÉLECTORALE AU TOGO

L'Institut Gorée, à la suite d'une collaboration fructueuse avec la Délégation de l'Union européenne au Sénégal en 2012 (élection présidentielle), a été sollicité par celle basée au Togo pour une mission d'assistance électorale auprès de la société civile togolaise dans le cadre des élections législatives et locales qui étaient prévues en 2013. Pour une formalisation de l'accompagnement, un Protocole d'Accord fut signé avec l'Etat Togolais. Avec succès, l'Institut Gorée, à travers son Unité d'assistance électorale, a formé et déployé 30 moniteurs du recensement biométrique, 600 observateurs classiques, 200 moniteurs électoraux, 30 observateurs à long terme, 60 moniteurs de la violence électorale, 30 moniteurs des médias et transféré par la suite des compétences en matière d'expertise électorale en formant 24 experts électoraux. Ces actions ont toutefois pu être réalisées lors des élections législatives, les élections locales ayant été reportées sine die. En 2015, avec l'appui du Conseil de l'Entente, l'Institut Gorée a déployé une mission d'observation internationale lors de la présidentielle, forte de 80 observateurs internationaux ouest africains. Dans le cadre des élections locales du 30 juin 2019, l'Institut a, du 27 juin au 03 juillet 2019, déployé une mission d'expertise électorale qui s'inscrivait dans la continuation des différentes missions précédentes d'observation et de monitoring électoral qui se sont déroulées sous la coordination de l'Institut Gorée.

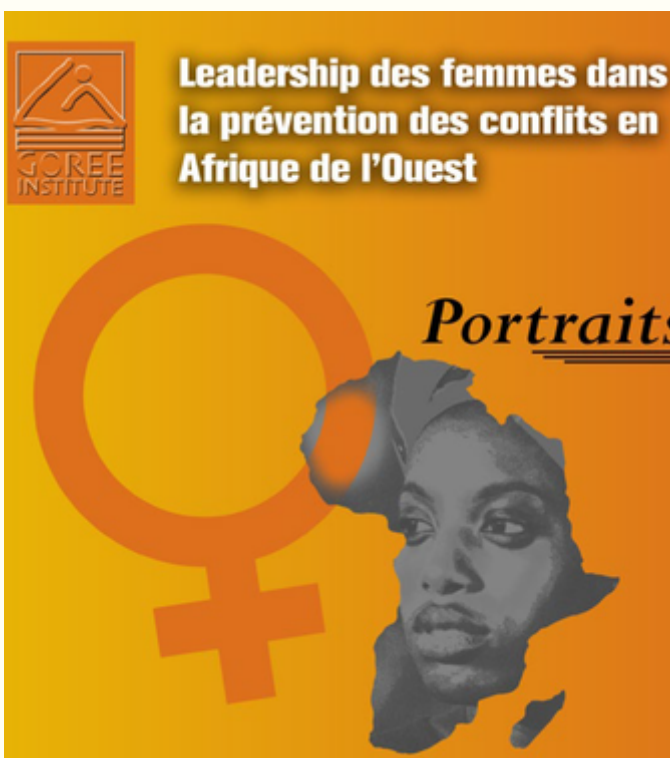
La Mission dépêchée par l'Institut Gorée a pu prendre contact avec les parties prenantes essentielles au processus électoral togolais, d'échanger avec les organisations de la société civile et avec les partenaires techniques et financiers intervenant au Togo, et d'observer le jour du scrutin la tenue des élections. Durant le séjour togolais, la Mission du Gorée Institute a également rencontré la Concertation Nationale de la Société Civile (CNSC), son partenaire stratégique au Togo, le président de la CENI, l'ambassadeur de France au Togo, le premier conseiller de l'ambassade du Sénégal au Togo, le Coordonnateur résident du Système des Nations Unies au Togo, le Secrétariat du Haut-commissariat à la Réconciliation et à l'Unité Nationale. Elle a aussi pris part à la Session d'échange et d'information sur les élections organisées conjointement par le ministère de l'Administration du territoire, la FOSSEL, la CENI et le ministère des Affaires étrangères du Togo.

La mission a pu discuter avec le coordonnateur de la mission d'observation du Conseil œcuménique Justice et Paix (Eglise) qui devait déployer 3000 observateurs avec l'appui de OS1WA, mais dont le dossier d'accréditation fut rejeté par les pouvoirs publics. Pour ce qui s'agit de l'observation le jour du scrutin, la Mission a fait le tour des centres de vote pour apprécier l'environnement général.



PUBLICATIONS

L'Institut a procédé à la publication de son rapport annuel (version anglaise et française) qui met en lumière ses principales réalisations au cours de l'année 2018 dans ses domaines d'intervention, notamment la gestion et le suivi des élections, le leadership des jeunes et la prévention des conflits, le leadership des femmes pour la paix et la sécurité, la gouvernance des ressources naturelles, la facilitation du dialogue politique, les médias et Prévention des conflits, recherche et plaidoyer dans les domaines de la démocratie et des droits de l'homme, et de la gouvernance organisationnelle. Le document mis à la disposition du public énumère également les défis organisationnels et les perspectives pour 2019-2020.



Le Gorée Institute a procédé à la publication de deux ouvrages : « Leadership des femmes dans la prévention des conflits en Afrique de l'Ouest » qui dresse une série de portraits de femmes dont le leadership au niveau continental et même mondial n'est plus à démontrer, et « L'état de la démocratie et des droits de l'homme en Afrique de l'Ouest » qui est un ensemble de textes consécutifs à des recherches globales menées par plusieurs universitaires et chercheurs spécialistes des sciences sociales sur l'état du fonctionnement de la démocratie et des droits humains dans les 15 pays de l'espace CEDEAO.



VISITES AU GORÉE INSTITUTE

Mission d'observation électorale de l'Union Européenne au Gorée Institute

En marge de l'observation de l'élection présidentielle sénégalaise du 24 février, la Mission d'observation électorale de l'Union Européenne est venue au Gorée Institute à deux reprises. Après une première coopération lors de la présidentielle sénégalaise de 2012 et des Législatives togolaises de 2013, la Mission dirigée par le Chef adjoint des observateurs, Gilles Saphy est revenue en 2019 pour connaître la perspective de l'Institut panafricain par rapport aux multiples aspects relatifs à l'environnement politique sénégalais. Lors de cet entretien, les deux entités ont évoqué toutes les questions ayant trait à l'élection présidentielle de 2019, notamment la complexité du contexte actuel et l'absence de consensus sur le processus électoral. La Mission d'observation étrangère a montré un intérêt particulier pour les rapports récemment publiés par l'Unité d'Assistance Electorale (UAE) de l'Institut dans le cadre de son programme d'observation et de monitoring du processus électoral qui a duré de novembre 2018 à avril 2019.

Deux semaine après cette visite), trois autres analystes de la Mission d'observation étrangère (juridique, politique et média) sont venus à l'Institut pour s'entretenir avec les membres de son UAE, toujours dans le cadre de l'observation, du monitoring et de la documentation du processus électoral sénégalais.



Pendant deux tours d'horloge, toutes les questions relatives au processus électoral ont été passées au crible par les deux organismes. Outre les rapports produits par l'Institut sur la base du travail de monitoring, les agents de l'UE se sont notamment intéressés aux données récentes collectées par l'Institut par rapport aux scènes de violences notées à la période préélectorale, avec la publication d'une Déclaration du Gorée Institute faisant état de la cartographie de la tension électorale et des recommandations aux différentes parties prenantes.





Séance d'échanges et d'informations avec les étudiants du S.I.T (School for International Training)



Gorée Institute, c'est aussi cette maison des jeunes ayant ouvert ses portes aux étudiants du School for International Training (S.I.T) venus s'intéresser aux programmes et à la dimension panafricaine de l'Institut. Dans la langue de Shakespeare, le Directeur exécutif et son staff ont tenu une intéressante séance d'échanges et d'informations avec les étudiants composés de diverses nationalités.

Reportage de RFI

Sur le plan médiatique, l'Institut dont les activités sont généralement couvertes par les médias a eu la visite spéciale de la Radio France Internationale (RFI). Tirthankar Chanda et son équipe sont venus faire un focus sur l'historique et les domaines de compétence de l'Organisation. Visite qui a engendré le reportage intitulé « Le Gorée Institute, une maison pour la démocratie ». Le reportage vidéo de la visite de RFI est disponible à l'adresse suivante : <http://bit.ly/GIRfi>



Pax Christi International

Le 17 juillet 2019, l'Institut a reçu une délégation de Pax Christi International, un mouvement catholique pour la paix comptant 120 organisations membres dans le monde entier. Les membres de cette association italienne qui œuvre à la promotion de la paix, du respect des droits de la personne, de la justice et de la réconciliation dans des zones déchirées par des conflits, ont échangé avec la Direction et le personnel sur l'historique, la mission et les programmes de l'Institut. En tant qu'institution ayant pour principe la conviction que la paix est possible et que le cercle vicieux de la violence et de l'injustice peut être rompu, Pax Christi International qui lutte contre les causes fondamentales et les conséquences désastreuses des conflits violents et de la guerre s'est surtout intéressé à l'approche du Gorée Institute par rapport à ces questions.





« Lekkale » d'Espagne



Dans leur mission de découverte de la culture sénégalaise à travers un programme qui a duré trois semaines, les membres du projet LEKKALE d'Espagne se sont rendus à l'Institut pour en savoir plus sur l'historique et les travaux du Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture en Afrique.

ÉVÉNEMENTS



Gorée Institute a célébré la journée mondiale des droits de la Femme le 08 mars 2019 en participant activement à la journée de sensibilisation sur les Accidents Vasculaires Cérébraux (AVC), à l'initiative des femmes vendeuses du marché de Gorée.



Pour magnifier la vie et l'œuvre du grand cinéaste sénégalais, Sembene Ousmane, le Gorée Institute a organisé le 19 juin 2019, une séance de projection de son film intitulé « La noire de... ». En partenariat avec « Galle Ceddo Project » et West African Research Center (WARC), la Direction et le staff de l'Institut ont pu débattre et communier avec les élèves et le corps professoral de la maison d'éducation Mariama Ba autour de l'œuvre de Sembene Ousmane.



Sur le plan sportif, l'équipe de Gorin a été sacrée championne du tournoi de football organisé sur l'île le 1er mai 2019. Elle a battu en finale l'équipe de la municipalité de Gorée à la séance des tirs aux buts.



Lors de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN), l'Institut a joué pleinement sa partition en permettant à son personnel de joindre l'utile à l'agréable : travailler en se mettant aux couleurs nationales pour encourager l'Équipe du Sénégal à performer dans la plus prestigieuse compétition continentale.



L'Institut a pris part au défilé du 04 avril 2019 (fête de l'accession du Sénégal à la souveraineté nationale) organisé sur l'île sous la présence des autorités municipales, des différents corps de l'armée, des structures publiques et privées et de la population insulaire.



DANS LES COULISSES

Le Gorée Institute a enregistré l'arrivée de Mlle Sokhna Ndiaye en tant que nouvelle Coordinatrice du Programme Consolidation de la Paix et Prévention des Conflits en Afrique de l'Ouest (CPPC), en remplacement de M. Frédéric Kwady Ndecky. Titulaire d'un Master II en Études et Pratiques des Relations Internationales option Défense et Sécurité, et d'une Licence en Droit public Général, Mlle Ndiaye est également inscrite en thèse de Science Politique sur « la société civile et les programmes de prévention et de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest » à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar.



Mlle Sokhna Ndiaye,
Coordinatrice du Programme Consolidation de
la Paix et Prévention des Conflits en Afrique de
l'Ouest (CPPC)

Pendant six mois (novembre 2018 à avril 2019), l'Unité d'assistance électorale de l'Institut s'est attachée les services d'opérateurs de saisie (M. Edmond Simon, Mme Catherine Gomis, Mlle Maquette Faye et Mme Fatou Binetou Sy) dans le cadre de la matérialisation des données remontées dans le monitoring de la violence électorale.

L'Institut a également donné l'opportunité à Mlle Anne Catherine Keita (Comptabilité) et Mlle Fatou Sy (Coordination de Programme) de mettre en pratique leur expertise à travers des stages.

M. Djiby Ndiaye et Mme Aïda Samb sont les derniers stagiaires à rejoindre l'équipe Gorin. Le premier dans le Projet « Gouvernance des ressources minérales » du Programme Consolidation de la Paix et Prévention des conflits et la seconde dans le Programme Gouvernance politique et processus électoraux.